

**11 septembre 2006**

**Allocution à l'occasion du Forum sur la productivité et l'emploi dans l'industrie de la construction**

Monsieur le Ministre du Travail,

Monsieur le Président de la CCQ,

Mesdames, Messieurs les leaders syndicaux et patronaux,

Mesdames, Messieurs les représentants des associations liées au monde de la construction,

Mesdames, Messieurs les donneurs d'ordres,

Mesdames, Messieurs, les professionnels de l'industrie,

Chers amis,

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui. Vous êtes, au sens propre, des bâtisseurs du Québec. Nous avons besoin d'une industrie de la construction en santé. C'est un prérequis au développement du Québec.

Je salue le leadership de Laurent Lessard qui a initié ce forum. Je remercie la Commission de la construction du Québec qui l'a organisé. Surtout, je vous remercie, vous tous, d'avoir répondu à l'invitation. C'est la première fois que tous les acteurs de l'industrie, qu'ils soient associés ou non au régime des relations du travail, participent à un même événement. Et pour moi, c'est très important.

En étant tous là aujourd'hui : Vous affirmez que vous avez à cœur l'avenir de l'industrie de la construction; Vous reconnaissez que l'industrie fait face à des défis réels; Vous démontrez que vous faites tous partie des solutions à ces défis. C'est ça le sens de votre présence.

La construction au Québec l'an dernier, c'était : Des travaux pour une valeur de 31 milliards \$; 134 000 travailleurs et travailleuses sur les chantiers du Québec; 127 millions d'heures assujetties aux conventions collectives, du jamais vu en 28 ans. Des chantiers, il y en a partout au Québec. Dans toutes les régions. Et les chantiers du Québec sont le prolongement direct de l'action de notre gouvernement.

Nous avons fait de la santé notre première priorité. Ça veut dire des meilleurs soins, mais aussi des bâtiments plus modernes. À Québec, c'est le nouveau centre de recherche en génomique du CHUL, 50 millions \$. À l'hôpital de Mont-Joli, c'est l'aménagement d'une unité de soins de longue durée, 16,7 millions \$. À Saint-Hyacinthe, c'est la rénovation de l'Hôpital Honoré-Mercier, 144 millions \$. À Joliette, c'est la rénovation de l'hôpital Saint-Charles Borromée, 24 millions \$. À Victoriaville, c'est l'agrandissement du CHSLD Le Chêne, 10,2 millions \$. À Montréal, c'est le Centre universitaire de santé McGill, 1,1 milliard \$. Et bientôt, ce sera le nouveau CHUM et le nouveau Centre hospitalier universitaire Mère-Enfant de l'hôpital Sainte-Justine.

L'avenir du Québec, c'est l'éducation. Alors oui, plus de temps en classe pour nos enfants, l'anglais en première année, l'aide aux devoirs et un meilleur soutien à nos universités. Mais

aussi des installations adéquates. À Nicolet, à Victoriaville, à St-constant, à Anjou, au centre-ville de Montréal, à St-Jérôme, à Cantley dans l'Outaouais, c'est plus de 50 millions \$ qui sont investis dans la rénovation d'écoles. À Montréal, c'est le nouveau pavillon de l'UQAM, 325 millions \$. C'est le centre de recherche en optique photonique à l'université Laval, 35 millions \$. C'est l'agrandissement de la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, à Saint-Hyacinthe, 67,5 millions \$. À l'université de Sherbrooke, c'est le nouveau Pavillon des sciences de la vie.

C'est ça investir dans l'avenir.

Le Québec que nous bâtissons, c'est un Québec plus prospère. Et à la base de l'économie, c'est les infrastructures. Les infrastructures routières, tout spécialement, si on veut que le Québec livre la marchandise. L'autoroute Alma-La Baie, 165 millions \$ Dans le Bas-Saint-Laurent, la route 185 entre Rivière-du-Loup et Dégelis, 108 millions \$. Dans l'Outaouais, l'autoroute 50 entre Masson-Angers et Lachute. En Beauce, l'autoroute 73, entre St-Joseph-de-Beauce et Beauceville, 37,2 millions \$. Dans les Bois-Francs, le prolongement de l'autoroute 55, entre St-Célestin et Ste-Eulalie, 56 millions \$. En Montérégie, c'est l'autoroute 30, entre Candiac et St-Constant, 135 millions \$. Tout près d'ici, à Ste-Adèle, sur la 15, c'est la reconstruction du pont de la Rivière aux mulets, 12 millions \$.

Et le Québec de demain, c'est l'énergie renouvelable. À commencer par l'hydroélectricité. Le complexe hydroélectrique Eastmain, 2,3 milliards \$. Le complexe Péribonka IV, 1 milliard 300 millions \$. Sur la Côte Nord, la réfection des centrales Outardes 3 et Outardes 4, 281 millions \$. En Montérégie, la rénovation de la centrale de Beauharnois, 1,5 milliard \$. Et ça fait juste commencer. Notre stratégie de développement énergétique prévoit des investissements de plus de 30 milliards \$ d'ici 2015 ; 25 milliards dans l'hydroélectricité et 6 milliards \$ dans l'énergie éolienne.

Voilà autant de façons dont le gouvernement et l'industrie de la construction font équipe pour construire l'avenir. Et l'action du gouvernement, c'est aussi le soutien, par différentes mesures, à des projets de développement économique porteurs de progrès et créateurs d'emplois. Je pense par exemple : Au projet minier Goldex, à Val d'Or, 176 millions \$. Au développement de la station touristique « Chic-Chocs » du Mont Albert en Gaspésie, 62 millions \$. À l'usine de désulfuration de la raffinerie Ultramar de St-Romuald, 350 millions \$. Au développement de la « Cité de l'Émerillon » dans l'ancienne usine Tripap à Trois-rivières, 300 millions \$. À la modernisation de l'usine QIT fer et Titane à Sorel-Tracy, 489 millions \$. À la modernisation de la raffinerie Shell, dans l'Est, 200 millions \$. Je pourrais continuer longtemps!

Partout, aujourd'hui, le Québec se construit. Dans toutes les régions, il y a des hommes et des femmes au travail; au travail pour solidifier les fondations du Québec; au travail faire sortir de terre le Québec de demain. Dans le domaine institutionnel, industriel, résidentiel, la construction tourne à plein régime.

Et ce n'est pas fini. L'année 2006 devrait se terminer sur de nouveaux records. C'était 31 milliards \$ de travaux en 2005, ça va être 33 milliards \$ pour 2006. Et ça continue. Selon les données de la CCQ, les grands projets qui s'en viennent, pensez à l'énergie, pensez au

nouveau CHUM, pensez au pont de la 25, vont générer 9 000 nouveaux emplois dans votre industrie.

Notre gouvernement a remis le Québec en mouvement. En santé, en éducation, dans l'énergie, dans les infrastructures, nous avons ouvert les vannes. Depuis 30 ans, il n'y a pas un gouvernement qui a autant investi que le nôtre dans la construction du Québec. Parce que pour nous, un peuple qui grandit, c'est un peuple qui construit. Et nous construisons ensemble.

La construction va bien au Québec. Nous pouvons tous nous en réjouir. Et c'est parce que ça va bien qu'on peut s'asseoir calmement pour discuter des vraies choses. Parce que dans l'ombre de nos succès, se trouvent des défis à relever. Il y a une question qu'on doit tous se poser. Croyez-vous que nous avons, aujourd'hui, au Québec, la meilleure industrie de la construction que nous sommes capables d'avoir? Est-ce qu'on est aussi bons, aussi fiables, aussi efficaces qu'on devrait de l'être?

Chaque Gaspésia, chaque métro de Laval, chaque Interquisa, qui sont tous des événements différents aux causes différentes, nuisent à la réputation de l'industrie de la construction. Ce sont autant de prises contre nous lorsqu'on veut attirer des investissements de l'étranger. Je crois qu'il faut prendre front les enjeux du contrôle des coûts et de l'image de l'industrie. On sait tous que nous pouvons faire encore mieux. De façon plus précise, je crois que trois questions doivent nous interpeller.

Première question : Comment améliorer la productivité sur les chantiers? La productivité, c'est un enjeu incontournable. C'est un élément clé du respect des budgets et des échéanciers. C'est au cœur de la concurrence internationale. C'est un des premiers arguments pour attirer des investissements étrangers. C'est un des premiers arguments pour en perdre. L'amélioration de la productivité, c'est un ensemble d'actions concertées posées par tous les acteurs. Il y a des gestes intéressants qui ont été posés et qui vont dans le sens de l'amélioration de la productivité. Je pense à la formation. 14 000 travailleurs ont suivi des ateliers de perfectionnement en 2004-2005, un record. L'industrie a développé une culture de la formation et du perfectionnement.

C'est un pas important vers une meilleure productivité. Je pense à la mobilité de la main-d'œuvre. C'est une question plus délicate, je sais. Mais elle doit faire partie de la discussion, surtout dans un contexte où la main-d'œuvre vieillit et où on fait face à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Je pense à la santé sécurité. C'est une mesure d'amélioration de la productivité. Un ouvrier en danger, ce n'est pas un ouvrier productif. Je veux être bien clair sur un point : l'enjeu de la productivité ne se pose pas seulement dans la construction. Il se pose dans presque tous les domaines de notre économie.

L'amélioration de la productivité, c'est le principal défi structurel de l'économie québécoise. Mais imaginez... Imaginez l'effet sur toute l'économie québécoise si une industrie aussi importante que l'industrie de la construction se faisait la championne de la productivité québécoise. Imaginez l'effet d'entraînement.

Vous avez ce pouvoir. Et les solutions sont en bonne partie entre vos mains. Deuxième question : comment continuer d'améliorer les relations de travail sur les chantiers? À la suite du rapport Lesage, nous avons adopté la loi 135. Nous avons pris des mesures pour protéger le droit au travail, tout en préservant la liberté syndicale.

Dans ce dossier, le gouvernement a fait son travail en légiférant, mais il est clair qu'on ne peut pas tout régler avec la loi. Tout le monde doit y mettre du sien pour préserver un climat de travail paisible et réciproquement respectueux.

Troisième question : comment améliorer la planification des ouvrages et la séquence de travail? C'est enjeu qui touche tous les paliers. Et aussi le gouvernement. C'est vrai que parfois, par enthousiasme politique, des gouvernements ont manqué de rigueur dans la planification. On a posé des gestes significatifs pour ne plus que ça arrive. On a révisé les règles de planification. Notre objectif, c'est que tous les coûts soient connus avant que le premier trou ne soit creusé. C'est ce qu'on fait dans le cas des centres hospitaliers universitaires, par exemple.

Pour assurer la rigueur dans la planification, le ministre Couillard a d'ailleurs nommé un gérant de projet indépendant du gouvernement. On change les choses. Mais une fois que la planification est bien faite, la séquence d'exécution doit suivre. Ça veut dire qu'il faut mieux arrimer les donneurs d'ouvrage, les entrepreneurs, les syndicats pour ne rien échapper.

L'industrie de la construction fait face à des défis importants. Mais je sais qu'elle peut les relever. Le gouvernement a agi dans l'intérêt de l'industrie de la construction. D'abord, on vous donne de l'ouvrage, autant que vous êtes capables d'en prendre. Ensuite, on a accédé à certaines de vos demandes. Vous nous avez demandé de la prévisibilité dans les travaux routiers.

On vous a livré une planification sur trois ans. Même chose dans l'énergie. Dans l'intérêt de l'industrie, nous avons valorisé la formation professionnelle et technique. Nous avons investi dans les écoles de métier. On est là pour aider. Pour agir. Mais le gouvernement ne peut pas tout faire. Moi, je crois dans la responsabilité partagée. C'est comme ça que je conçois mon travail.

Ça veut dire que le gouvernement assume les responsabilités qui sont les siennes et que ses interlocuteurs vont assumer leurs propres responsabilités. C'est ce qu'on fait en région, par exemple. On investit dans les régions et on donne des outils aux communautés régionales pour qu'elles puissent mieux prendre en main leur développement.

Moi, je crois que chaque groupe, chaque personne doit participer à la réussite du Québec. C'est ça la responsabilité partagée. L'industrie de la construction occupe une place unique dans l'imaginaire d'une société. La construction, c'est le reflet direct de l'ambition d'un peuple et de sa confiance en l'avenir.

Notre industrie de la construction a développé un savoir-faire incroyable. On fait des constructions de qualité dans des conditions climatiques parmi les plus difficiles au monde. On a développé un tel savoir-faire que, de la Chine, à l'Égypte en passant par l'Europe, on fait appel à des Québécois; à des ingénieurs d'ici, à des chefs de chantier d'ici.

Une industrie qui a développé un pareil savoir-faire doit être une des grandes sources de fierté pour le Québec. Notre industrie de la construction doit devenir un des principaux avantages à investir au Québec. Ce doit être une carte maîtresse du Québec dans l'économie mondialisée. C'est cette dimension que doit retrouver l'industrie. Nous pouvons nous fixer ensemble cet objectif ambitieux. Toutes les réalisations qui portent votre signature devraient vous convaincre que c'est possible.

Bonne journée à tous.